

CSI-AFRIQUE

Rapport de synthèse du 2^{ème} Carrefour : L'analyse de la participation au dialogue social national en matière de politique économique et sociale

I. Les problèmes de l'emploi et du chômage

Dans le souci de rechercher des solutions aux problèmes de l'emploi et du chômage, la plupart des organismes syndicales ont participé à des activités notamment la création de cadre de dialogue social, la participation à des ateliers, aux discussions et aux négociations sur le recrutement, la politique salariale avec les partenaires sociaux, l'élaboration de documents de travail, la participation à des ateliers de réflexions et des forums sur la situation du chômage, l'organisation des secteurs informels.

Cependant les syndicats ont rencontré plusieurs difficultés empêchant ainsi l'aboutissement de certaines politiques. Au nombre de ces dernières figure la réticence des autorités gouvernementales à prendre en compte les propositions des parties syndicales.

Néanmoins, plusieurs résultats ont été obtenus. Il s'agit en particulier de recrutements et intégrations de fonctionnaires et d'enseignants dans la fonction publique, prise en compte des programmes des centrales syndicales par des partis politiques.

II. La mise en œuvre des politiques du travail décent

La plupart des syndicats présents ont axé leur préoccupation sur l'élaboration de politique de travail décent. Dans ce cadre leurs différentes activités ont abouti à des résultats intéressants.

III. Le suivi du processus des OMD, du DSRP, et des initiatives PPTE sur le plan national

S'agissant des documents de suivi des OMD il faut retenir que la plupart des syndicats ont participé à des ateliers de validation sauf la Mauritanie, le RCA, la RDC et le Burundi. Quant aux documents de suivi des DSRP, tous les pays ont participé à leur élaboration mais tous n'ont pas pu élaborer des documents de stratégies alternatives excepté le Benin où les deux centrales ont fait une évaluation qui débouché sur document de position. Dans le programme PPTE, seuls les pays suivants ont participé au suivi du processus et ont formulé des propositions : RCA, Sénégal et Burkina-Faso.

IV. L'analyse des politiques commerciales notamment les APE

Il faut noter que tous les syndicats ont été sensibilisés aux APE.

V. L'analyse du budget

La plupart des syndicats sont informés sur le budget.

VI. Appréciation des conditions de vie des travailleurs

Les syndicats ont mené des actions dans tous les pays. Il s'agit notamment d'action d'études, de plaidoyers, de protestation.

VII Suivi des processus d'intégration à travers les politiques mises en œuvre par les CER (CEDEAO, UEMOA, CEMAC, CEAC)

On enregistre dans ce cadre, une faiblesse dans le processus d'intégration.

VIII. La participation aux consultations nationales dans le cadre des stratégies et programmes des pays suscités par les institutions financières internationales et régionales (FMI, Banque Mondiale, BAD)

Tous les syndicats à l'exception du Gabon participent aux consultations nationales.

IX. Les investissements étrangers en Afrique (UE-Chine, Etats-Unis, Brésil, Inde)

L'atelier recommande à cet effet de suivre l'impact des investissements sur l'économie africaine.

Rapporteurs : ATCHRIMI Tossou

LASSEY Agnélé

CSI-AFRIQUE

Rapport du 2^{ème} Carrefour : L'analyse de la participation au dialogue social national en matière de politique économique et sociale

Pays	Syndicats	Activités	Contraintes	Résultats et perspectives
		<p>I. Les problèmes de l'emploi et du chômage</p> <p>II. La mise en œuvre de politique du travail décent</p>		
Benin	UNSTB	<ul style="list-style-type: none"> - Commission permanente de négociation pour la promotion sociale - Projet de mise en place d'une assurance maladie universelle 		
	CSA	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au forum sur l'emploi des jeunes - Contribution à l'élaboration de politiques nationales pour l'emploi - Action sociale à l'endroit des zémidjan 		<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement de 36.000 agents dans la fonction publique - Cession de motos à deux roues (4 temps) aux taximen - Cession de pièces de rechanges pour les motos à deux roues (4 temps) aux taximen
Burkina-Faso	CSB	<ul style="list-style-type: none"> - En 2009 : suite aux recommandations le gouvernement a mis en place un fonds d'appui aux jeunes 		<ul style="list-style-type: none"> - Recommandation pour augmenter le taux de recrutement dans la fonction publique
Burundi	COSYBU	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux discussions avec des partenaires sociaux - Participation à des ateliers de dialogue nationale sociale - Fonds d'entrepreneuriat en faveur des jeunes diplômés 		

Côte d'Ivoire	DIGNITE-RCI	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux négociations sur la revalorisation des SMIG et SMAG - Participation à l'élaboration des projets du code du travail 		<ul style="list-style-type: none"> - Signature d'un accord entre employeurs et travailleurs qui revalorise le SMIG de 36.607 FCFA à 60.000 FCFA - Le document sur le code du travail a été réalisé
Congo	CSC	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des documents de travail - Discussion avec les partenaires autour de la gestion des recrutements - Participation à la négociation sur la politique salariale 		<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement d'enseignants vacataires et des appelés volontaires
Gabon	COSYGA-GABON	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour les agents de SETRAG menacés de licenciement - Participation à l'élaboration de statistiques pour la réduction du taux de chômage 		<ul style="list-style-type: none"> - Programme d'intégration de 7.000 agents publics d'ici 7 ans
Guinée	USTG	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à l'élaboration et à la politique de lutte contre la pauvreté - Comité de suivi - Négociation pour le recrutement à la fonction publique 		<ul style="list-style-type: none"> - 12.000 enseignants recrutés en 2007, 2.500 en 2009 et 2.700 dans l'administration générale
Mali	CSTM	<ul style="list-style-type: none"> - Exclue des structures de dialogue social, toutes les plaintes de la CSTM ont abouti mais les hautes autorités sont réticentes à l'application des arrêts de la cour suprême - CSTM a été consulté à l'évaluation du Programme Emploi Jeune (PEJ) - Rapport d'études sur l'emploi et la syndicalisation des jeunes validé avec l'ensemble des services du ministère du Travail et de l'Emploi - Mise en œuvre du Projet A7 en faveur des jeunes candidats à 	<ul style="list-style-type: none"> - Exclut à tous les niveaux et donc difficulté de faire passer les dossiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Remboursement à hauteur de 85 % des financements

		<p>l'immigration non réglée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relecture et signature de convention collectives professionnelles dans les secteurs du Bâtiment, de la Métallurgie, la Micro-finance, les Banques et Etablissements financiers, les Centres de Santé Communautaire (CSCOM) 		
Mauritanie	UTM	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à l'atelier sur la problématique de l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Démotivation des agents à l'affiliation syndicale 	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration de plus de 10.000 agents à la fonction publique - Promulgation de la loi sur le travail domestique
Niger	CNT	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à la session du statut général de la fonction publique - Contribution à l'intégration des enseignants contractuels à la fonction publique - Participation à la restauration de la démocratie - Participation à la restructuration de SNTN - Participation à la commission « vérité prix essence » - Signature de la convention interprofessionnelle de banques 		<ul style="list-style-type: none"> - Processus de recrutement direct à la fonction publique de tous les enseignants contractuels (primaire et secondaire) - Recrutement de 410 médecins et ouverture d'un concours de recrutement de 2000 infirmiers et sages femmes - Augmentation de 10% de salaire des fonctionnaires et retraités - Ticket modérateur pour les taxis afin de maintenir le prix actuel de la course (200 FCFA)
RCA	CSTC	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à l'élaboration des questionnaires pour le recrutement 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de statistiques fiables en matière 	<ul style="list-style-type: none"> - 1.400 personnes recrutées à la fonction publique suite à un

			d'emploi - Exclus du voyage de Bruxelles	texte
RDC	CDT	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au dialogue social - Participation au forum sur l'emploi - Définition de la politique d'emploi en RDC - Contribution active à la réhabilitation des fonctionnaires révoqués de façon abusive - Participation au nettoyage du fichier administratif - Participation à la création d'une convention collective 	<ul style="list-style-type: none"> - Méfiance entre les syndicats - Prolifération des syndicats 	
Rwanda	CESTRAR	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au dialogue social - Trois arrêtés ministériels - Participation avec les 2 autres centrales à l'élaboration de la politique d'emploi (programme financé par le BIT) - Organisation de conférences de presse pour identifier les problèmes - Elaboration des documents de travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Méfiance des autorités aux revendications des syndicats 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer les actions pour des résultats plus probants
Sénégal	CSA	<ul style="list-style-type: none"> - Des réflexions et des forums sur la situation du chômage - Mise en place des programmes à l'endroit des jeunes diplômés aboutissant à la création d'un cadre pour le recrutement 	<ul style="list-style-type: none"> - Incapacité de l'Etat à avoir des partenaires pour financer les programmes 	<ul style="list-style-type: none"> - L'impact de ces actions reste très faible - Mise en place d'un observatoire pour l'emploi
Togo	UNSIT	<ul style="list-style-type: none"> - Proposition de projets 		<ul style="list-style-type: none"> - Obtention de nouveaux statuts généraux dans la fonction publique
	CNTT	Participation au dialogue social		
	CSTT	<ul style="list-style-type: none"> - Participation au dialogue national 		

		<ul style="list-style-type: none">- Participation à plusieurs séminaires- Pressions des syndicats pour obtenir l'organisation des concours de recrutement. Toutefois n'a pas pu vérifier la crédibilité de ces concours- Organisation du secteur informel : cas des taxis motos- Prise de position par rapport aux mouvements des étudiants à travers un communiqué.- Redéfinition des cadres		
--	--	---	--	--

CSI-AFRIQUE

Rapport du 2^{ème} Carrefour : L'analyse de la participation au dialogue social national en matière de politique économique et sociale (suite et fin)

Pays participants	Documents de suivi des DSRP
	- Tous les pays ont participé à l'élaboration des DSRP. La plupart ont participé avec la société civile aux ateliers thématiques dans le cas de groupe de travail syndicaux. Mais tous les groupes n'ont pas pu élaborer des documents de stratégies alternatives. Sauf le Bénin où les deux centrales ont fait une évaluation qui a débouché sur un document de position.
Pays non participants	Document de suivi des OMD
	- Mauritanie- RDC- RCA-Burundi
Pays participants	- Les autres syndicats ont participé aux ateliers de validation. Certains notamment le Mali ont procédé dans le cadre d'atelier à une évaluation. Quant aux syndicats ivoiriens, ils ont élaboré un document. - Cas du Sénégal : production de document
Pays PPTTE	Programme PPTTE
	- Togo- Burkina-Faso-Congo-Brazza- Guinée- Rwanda-RDC. - Le RCA et le Sénégal ont participé au suivi du processus et ont formulé des propositions. - Même cas pour le Burkina Faso. - Le Benin a reçu l'information mais n'a pas participé de même que le Niger- le Mali- la Guinée
	Programmes APE
	- Les syndicats sont sensibilisés aux APE. - Ceux qui sont partie prenante dans les comités : Benin- RCA- Sénégal- Mali - Ceux qui ont élaboré des documents alternatifs : Benin- Mali- Sénégal- Togo
Budget	- La plupart des syndicats sont informés sur le budget. - Ceux qui reçoivent le budget : Gabon- Burkina-Faso RCA- Benin- Rwanda- RDC- Sénégal. - Ceux qui ne reçoivent pas le budget : Mauritanie- Congo-Brazza- Niger- Mali- Burundi- Côte-d'Ivoire- Togo. - Pays ayant des documents d'analyse : Benin- Guinée- Sénégal- Rwanda- RCA.

	<ul style="list-style-type: none"> - Pays ayant des consultations nationales : Benin- Gabon- RCA. - Types de documents d'analyse : Documents généraux, de proposition mais ces analyses ne sont pas poussées.
Appréciation des conditions de vie des travailleurs	- Les syndicats ont mené des actions dans tous les pays. Il s'agit notamment d'action d'études, de plaidoyers, de protestation
Impacts des études	<ul style="list-style-type: none"> - Benin- pas d'impact ni de résultats ; - RCA : variation de grille indiciaire. - Mauritanie pas d'impact mais il y a ouverture d'un dialogue social et début de négociation tripartite. - Syndicats impliqués : Mali- Togo- Congo-Brazza. - Impact- Togo : mise en place de commissions vie-chère, réhabilitation de l'OPAM, élaboration de code de travail. - Rwanda : 12 arrêtés ministériels signés et 3 en cours. - Guinée pas d'impact - Gabon : augmentation du SMIG de 40.000 FCFA à 80.000 FCFA, immatriculation des travailleurs à la CNSS. - Congo-Brazza : augmentation du SMIG de 43.700cfa à 50.400cfa dans les services privés et de 50.000cfa à 60.400cfa dans la fonction publique, nouvelle grille. - Niger : augmentation du SMIG, tickets modérateurs. - Burundi : réduction des prix de l'électricité et eau. - Burkina-Faso : coalition contre la vie chère.
VII Afrique Centrale	<p>Suivi des processus d'intégration à travers les politiques mises en œuvre par les CER (CEDEAO- UEMOA- CEMAC- CEAC)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse dans l'intégration

<p>Afrique de l'Ouest</p> <p>Intégration régionale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Six pays RAK/FES : Benin- Sénégal- Mali- Ghana- Côte d'ivoire- Nigéria - Burundi et Rwanda participent aux travaux EATUC. - RCA : les syndicats initient des actions de redynamisation de l'OSTAC. - Mauritanie est partie prenante d'une organisation des syndicats nord-africains. - L'atelier recommande que la CSI redynamise une action d'intégration sous-régionale des syndicats.
<p>VIII</p> <p>Documents syndicaux</p> <p>Faiblesse</p>	<p>La participation aux consultations nationales dans le cadre des stratégies et programmes des pays suscités par les institutions financières internationales et régionales (FMI Banque Mondiale, BAD)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous les syndicats participent aux consultations nationales excepté le Gabon. - Participation aux débats mais pas de documents d'analyse. - Production de documents d'analyse. Les saisies d'opportunités qui s'offrent pour suivre le processus (sauf BAD).
<p>IX</p>	<p>Les investissements étrangers en Afrique (UE-Chine, Etats-Unis, Brésil, Inde)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivre l'impact de ces investissements sur l'économie africaine.

RAPPORTEURS : ATCHRIMI Tossou

LASSEY Agnélé